



CONSEIL DES RECTRICES ET RECTEURS FRANCOPHONES

Carte blanche du Conseil des rectrices et recteurs du 25 septembre 2026

Sur nos campus et au-delà, notre engagement climatique doit être sans faille

Le jour où cette lettre sera publiée, il fera peut-être beau, la température sera peut-être dans la norme, la qualité de l'air sera peut-être excellente ; une belle journée de rentrée universitaire en somme. Ou pas. La vérité est qu'il nous est impossible de le prédire avec assurance à l'heure où nous écrivons ces lignes, malgré les progrès de nos systèmes d'observation et de nos modèles scientifiques. Ce que nous pouvons affirmer avec certitude, en revanche, c'est que ce même jour, les concentrations des gaz à effet de serre auront poursuivi leur lente augmentation, et que celle-ci nous entraîne, *avec un degré de confiance très élevé* [GIEC], vers un climat globalement et durablement plus chaud et instable. L'été 2026 nous l'a rappelé avec violence.

L'été 2026 a été dévastateur ; et on ne peut pas se montrer surpris

Les chiffres qui viennent d'être publiés sont sans appel : sur l'été météorologique (juin-août), l'Europe occidentale a connu la saison la plus chaude de son histoire, dépassant le record de 2003, avec une température moyenne de 21,69°C, soit 2,54°C au-dessus de la normale [Copernicus]. En Belgique, l'été 2026 a été le plus chaud jamais enregistré, avec 20,3°C de température moyenne, 15 jours avec un pic au-delà de 30°C, et un maximum à 40,4°C le 27 juin — la troisième fois seulement que le seuil symbolique de 40°C est franchi après 2019 et 2022 [IRM]. La sécheresse, elle, s'est installée dans la durée : à Uccle, il n'est tombé que 10,6 mm de pluie en juillet, contre une moyenne de 76,9 mm. Toutes les conditions étaient réunies pour engendrer les feux les plus importants jamais recensés chez nous, avec environ 3 000 hectares ravagés dans les Fagnes, dont plus de 86 % de zones naturelles protégées. Mais ce n'est pas tout ; alors que l'été s'achève, nous apprenons que la combinaison des fortes chaleurs et d'une qualité de l'air médiocre a sans doute causé 2 935 décès supplémentaires dans notre pays [Sciensano].

Faut-il s'en étonner ? Non ; et nous voulons ici faire entendre que, individuellement comme collectivement, nous n'en avons ni l'excuse, ni le droit. Depuis presque 20 ans, la communauté scientifique documente ces aléas climatiques, leurs causes anthropiques et leur intensification. Cet avertissement qui prévaut mondialement doit avant tout nous rappeler que les conséquences des dérèglements climatiques touchent tous les pays et toutes les communautés, mais d'abord les plus vulnérables. Et qu'en menaçant nos écosystèmes, c'est en réalité à des impacts en chaîne qu'ils nous exposent. Aujourd'hui, nous avons dépassé 7 des 9 limites planétaires qui permettent aux scientifiques d'évaluer l'état de santé de notre planète [Planetary Health Check]. Et le climat n'est que l'une d'entre elles.

Et maintenant ? Former pour être à la hauteur de l'enjeu

En 2015, l'accord de Paris visait à limiter le réchauffement à +1,5°C. Nous nous en rapprochons et, sans une réorientation des actions politiques, nous pourrions vivre dans un climat plus chaud de 2,6°C d'ici la fin du siècle. Concrètement pour la Belgique, des étés comme celui de 2026 deviendraient la norme d'ici quelques décennies, ce qui pèserait inéluctablement sur notre santé [Lancet Countdown Europe, 2026], et sur tout l'écosystème socioéconomique [CERAC].

Ce constat, auquel on se doit d'ajouter les autres crises environnementales comme la déforestation massive, l'acidification des océans, l'érosion de la biodiversité, pour ne citer qu'elles, nous pousse à relayer avec force la voix d'Ursula von der Leyen dans son récent discours sur l'état de l'Union européenne : « *Notre prospérité et notre sécurité future dépendront en grande partie de notre gestion des points de bascule de notre époque, à savoir le changement climatique et l'intelligence artificielle* ». Une urgence que le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, soulignait lui-même il y a quelques jours devant l'Assemblée générale des Nations unies, définissant la crise climatique comme « *le plus profond déséquilibre de pouvoir intergénérationnel* ». Ces voix qui s'affirment au plus haut niveau politique, ce sont singulièrement aussi celles qui s'élèvent dans nos universités, chez nos enseignant-es, nos chercheur-euses et nos étudiant-es.

Pour y répondre, nous mettons tout en œuvre pour que nos campus soient plus durables et résilients. Nous nous engageons avec force pour former l'ensemble de nos étudiant-es aux enjeux soulevés par les bouleversements socioécologiques, quelle que soit leur discipline. Nous soutenons les recherches — qu'elles soient fondamentales ou appliquées, disciplinaires ou transdisciplinaires — qui nous permettent de comprendre et d'anticiper les bouleversements, tout comme celles qui visent à accélérer la transition vers une société durable.

Mais notre engagement, aussi résolu soit-il, ne suffira pas s'il n'est pas porté et prolongé par l'action politique. Car quel sens lui donner dans une période où les ambitions du Green Deal sont affaiblies, où notre pays vient de manquer l'échéance européenne pour son plan de restauration de la nature, alors même que la justice a dû rappeler à l'État belge il y a près de 3 ans qu'il violait les droits humains en matière climatique ? Comment justifier auprès de nos étudiant-es que nous ayons su trouver les moyens de doubler en 12 ans le budget de la défense pour sécuriser nos frontières, mais peinions à porter une ambition comparable face à la menace climatique, dont le coût pourrait atteindre jusqu'à 5 % du PIB et 15 points de dette publique d'ici 2050 [[CERAC](#)] ?

Face à ce décalage, le constat scientifique, lui, ne varie pas : nos scientifiques n'ont cessé de nous alerter sur les risques en cascade qui se profilent pour l'humanité — mais aussi sur le fait que nous disposons déjà des connaissances, des outils et des ressources nécessaires pour enclencher les transformations vers un monde durable et juste [[World Scientists' Warning to Humanity: A Third Notice](#)]. Il est essentiel que nous nous y investissions ensemble pour celles et ceux que nous formons aujourd'hui, et qui seront inévitablement touché-es par les bouleversements environnementaux.

Ce que nous savons doit désormais guider ce que nous faisons. Négliger les équilibres de la planète n'est pas une politique : c'est un choix. Il est temps d'en faire un autre.